The divided welfare state : the battle over public and private social benefits in the United States [Jacob S. Hacker] / Capitalists against markets : the making of labor markets and welfare states in the United States and Sweden [Peter A. Swenson]

Autor(en): **Leimgruber, Matthieu**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **10 (2003)**

Heft 2

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

werbung: Fertigmenus stiften gesellschaftliches Ansehen, Versicherungen festigen zwischenmenschliche Bindungen, Waschmittel überwinden das Elend des Alltags».

Roger Portmann (Zürich)

HACKER JACOB S.
THE DIVIDED WELFARE STATE
THE BATTLE OVER PUBLIC AND PRIVATE SOCIAL BENEFITS IN THE UNITED STATES
CAMBRIDGE, NEW YORK: CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2002, 464 P., 22.45

SWENSON PETER A.
CAPITALISTS AGAINST MARKETS
THE MAKING OF LABOR MARKETS AND WELFARE STATES IN THE UNITED STATES AND SWEDEN
OXFORD, NEW YORK: OXFORD UNIVERSITY PRESS, 2002, 448 P., 26.35

Les deux études de Jacob Hacker et Peter Swenson s'inscrivent dans un dialogue critique avec les approches institutionnalistes qui occupent depuis une dizaine d'années une place influente au sein de la littérature sur les politiques sociales. En contribuant à abattre le mur qui sépare trop souvent l'étude des assurances sociales des formes privées de prévoyance, et en revenant sur le rôle des élites économiques dans la formulation des régimes de sécurité sociale, ces deux livres complémentaires nous offrent des perspectives nouvelles pour comprendre la structuration d'institutions cruciales des sociétés industrialisées modernes.

Dans son étude, Jacob Hacker démontre de façon convaincante que ce n'est pas tant l'ampleur des programmes sociaux qui différencient les Etats-Unis des autres pays occidentaux, mais bien le rôle clé qu'y jouent les prestations privées. Son analyse des conflits qui charpentent l'«Etat social divisé» *(divided welfare state)* américain constitue une entrée privilégiée pour comprendre la fameuse exception américaine en matière de protection sociale. Hacker explore avec brio les politiques souterraines de la prévoyance privée et s'attarde sur les stratégies développées par le lobby des prestations privées pour consolider son territoire. Cette étude met ainsi en évidence l'importance des exonérations fiscales et les carences de mesures de régulation étatique, deux facteurs fondamentaux pour comprendre l'extension de la prévoyance privée. Si le développement tardif et limité de la sécurité sociale américaine a bien encouragé l'essor de la prévoyance privée, Hacker souligne également que l'expansion du domaine social privé a en retour contribué à circonscrire l'étendue des programmes sociaux publics. Aux Etats-Unis, les fonds de pension privés jouent un rôle «complémentaire» *(supplementary role)* par rapport à l'assurance vieillesse étatique. Cette dernière assure un socle de couverture minimal laissant un large champ d'action à l'initiative privée. Dans le domaine de la santé, les assurances privées jouent par contre un rôle «central» *(core role)*, l'Etat fédéral étant réduit à assurer les mauvais risques à travers ses programmes *Medicaid* et *Medicare*. En définitive, l'enchevêtrement croissant des prestations privées et publiques ne favorise pas la mise en place d'une sécurité sociale homogène et renforce au contraire son caractère divisé et fragmenté.

Si Jacob Hacker nous offre une série d'outils méthodologiques importants pour explorer les frontières disputées qui séparent la protection sociale publique et privée, Peter Swenson analyse de manière détaillée le rôle crucial des stratégies patronales dans la structuration des régimes

de protection sociale. *Capitalists against Markets* commence par démolir l'explication usuelle du succès de l'Etat social à la Suédoise et du sous-développement américain dans ce domaine. Selon cette explication très répandue, le succès suédois reposerait sur la force supérieure des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier en comparaison à celle des employeurs. À l'inverse une faible mobilisation ouvrière et la résistance farouche du patronat contre l'Etat social permettraient d'expliquer l'anomalie américaine. Pour Swenson, ce n'est pas tant la force relative du patronat qui explique les visages différents de l'Etat social en Suède et aux Etats-Unis, mais bien les stratégies différentes que ce dernier met en œuvre pour assurer la régulation du marché du travail *(labor market regime)* et la mise en place d'un régime de protection sociale *(welfare regime)* répondant à ses besoins.

Les organisations centralisées et disciplinées du patronat suédois se révèlent être de solides partisanes de l'intervention étatique dans le domaine social et, à l'inverse, font tout pour décourager entrepreneurs et syndicats (par le biais d'amendes ou de *lock-out)* de se lancer dans le développement de prestations privées ou paritaires. Cette stratégie «solidariste» vise à favoriser une régulation centralisée du marché du travail et assurer la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, deux facteurs essentiels pour un appareil de production dépendant fortement des marchés extérieurs. Dès les années 1940, les vastes programmes sociaux mis en place par la gauche, mais activement soutenus voire inspirés par les organisations patronales, forment selon Swenson l'aboutissement de cette stratégie «solidariste». Aux Etats-Unis, la fragmentation des intérêts patronaux rend impraticable la voie du «solidarisme» et favorise au contraire des stratégies basées sur une régulation décentralisée du marché du travail au niveau des secteurs ou, le plus souvent, au niveau de l'entreprise («segmentalisme»). Dans ce contexte, les mesures sociales privées *(welfare capitalism)* jouent un rôle important dans la concurrence que se livrent les entrepreneurs pour attirer la main d'œuvre. Pour Swenson, la mise en place du *Social Security Act* de 1935 reflète bien la fragilisation du *welfare capitalism* suite à la crise des années 1930, mais aussi la conscience patronale qu'un Etat social minimal peut contribuer à décharger le secteur privé en assurant à sa place une couverture sociale de base. Durant les décennies de l'après-guerre, c'est d'ailleurs sur ce socle minimal que repose la renaissance, puis l'expansion, du *welfare capitalism* impulsé par le secteur privé.

Les dynamiques explorées par ces deux études, qui combinent de manière fructueuse une solide analyse historique et une conceptualisation théorique issue des sciences sociales, mériteraient d'être testées pour d'autres pays. Le régime de protection social helvétique, caractérisé par une juxtaposition de mesures de prévoyance privée et publique, me semble à ce titre offrir un terrain prometteur pour appliquer la notion d'Etat social divisé et réexaminer le rôle des élites économiques dans la formation des politiques sociales. Ces approches combinées permettraient en effet d'examiner avec rigueur l'histoire d'un système de protection sociale trop souvent décrit comme inclassable en comparaison internationale, alors qu'il comporte d'évidentes ressemblances avec la configuration américaine analysée par Hacker et Swenson.

Matthieu Leimgruber
(Lausanne/New York)